

**25e sommet franco-espagnol -
Sécurité civile - Lutte contre le
trafic de stupéfiants - Communiqué
du ministère de l'intérieur**
(Paris, 20 février 2017)

À l'occasion du 25e sommet franco-espagnol qui s'est tenu ce jour à Malaga, le ministre de l'intérieur, Bruno Le Roux, et son homologue espagnol, Juan Ignacio Zoido Álvarez, ont signé deux accords relatifs à la coopération bilatérale dans le domaine de la sécurité civile.

Ils ont également fait part de leur intention de renforcer la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de coopérer en matière de formation des élèves gendarmes.

Coopération en matière de sécurité civile

Le premier accord relatif à l'emploi des moyens aériens bombardiers d'eau, en cas d'assistance mutuelle, pour lutter contre les incendies de forêts précise, dès le début de l'opération, les règles d'engagement opérationnelles ainsi que les dispositions administratives et financières. Cet accord concerne prioritairement certaines zones géographiques :

-
 - pour la France : les régions «Nouvelle Aquitaine», «Occitanie», «Provence-Alpes-Côte d'Azur» et la collectivité territoriale de Corse
 - pour l'Espagne : la communauté autonome de Catalogne, l'Aragon, le Pays Basque et les Îles Baléares

Le second accord relatif à la gestion des secours dans la zone frontalière des Pyrénées fixe les modalités de réalisation d'opérations d'assistance mutuelle. Ces opérations recouvrent aussi bien les risques quotidiens (prévention et lutte contre les incendies, secours et assistance aux personnes en danger...), que les risques particuliers qui sont peu prévisibles mais qui peuvent engendrer des effets particulièrement graves.

Coopération dans la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants

Les ministres ont fait part de leur intention de renforcer la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, notamment :

-
 - en renforçant les échanges d'informations stratégiques dans le domaine de la criminalité organisée

- en encourageant la création d'équipes communes d'enquêtes par l'autorité judiciaire compétente, avec le soutien d'Europol le cas échéant

- en intensifiant les contrôles sur les routes terrestres et maritimes

-

Les ministres se sont également mis d'accord pour la mise en place d'un projet de coopération en matière de formation des élèves gendarmes. Celui-ci prévoit que la France utilise, à titre payant, des infrastructures de formation en Espagne pouvant héberger une compagnie de 120 élèves-gendarmes pendant les 8 mois de leur instruction initiale, à partir du deuxième semestre 2017. La formation serait assurée par des gendarmes français. Une mission exploratoire sera menée à Madrid dans les semaines à venir afin de préciser les modalités de ce projet./.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)